

Dans la nuit du...

**tactiques & strategies
offensives dans le
contexte de la lutte
anti-CIGÉO**

Sommaire :



Sommaire.....	page 1
Intro.....	page 2-4
Tactique „dite“ de « masse ».....	page 5-6
Pratique offensive individuelle en groupe affinitaire et/ou informel.....	page 7-8
Communication & transmission.....	page 9-12
Petite sélection des lettres de revendication d'actions directes et d'actes de sabotage de ces dernières années.....	page 13-36
Chronique incomplète d'actions directes contre CIGEO et son monde (2015-2024).....	page 37-50
Conclusion.....	page 51-54
Mot de la fin.....	page 55

Introduction.

Plus nous en sommes proches et plus il est difficile de réagir ouvertement et de discuter collectivement d'actions offensives. Nous nous sentons souvent plus à l'aise pour en parler quand elles se déroulent loin de chez nous. La société démocratique, moraliste et pacifiée dans laquelle nous évoluons rend difficile de pouvoir s'exprimer sur le sujet. Les pratiques offensives, perçues comme violentes, sont souvent bannies des luttes sociales et populaires, de leurs récits et de leur Histoire. L'État seul a le droit d'utiliser la violence, le peuple lui, doit respecter le code pénal et ne peut s'exprimer qu'en respectant les droits qui lui sont accordés, celui de grève, de manifester et de voter. Il n'est donc pas évident de prendre ouvertement position sur les pratiques subversives et offensives, tout particulièrement si l'on adhère à l'idée. Exprimer publiquement son soutien, sa sympathie à certaines formes d'actions, qu'on les pratique ou non, doit souvent se faire à demi-mot, ou se chuchoter dans des oreilles de confiance. Car le risque d'y être associé.e est toujours présent, d'autant plus si l'on est militant.e et si c'est arrivé près de chez nous. La vigilance que

l'on s'impose est justifiée par la menace, réelle, de répression.

Cet atelier a précisément pour objectif de repenser l'idée selon laquelle il est impossible de discuter collectivement de ces pratiques. Nous allons parler ensemble de ce qui se passe ici en Meuse et Haute Marne depuis plusieurs années en utilisant principalement comme base des documents officiels et/ou publiques.

Le format que nous avons choisie permet l'anonymat du groupe qui a travaillé sur cette thématique et la neutralité du public présent. Attention, cependant : il pourrait se trouver dans l'audience des oreilles mal intentionnées souhaitant identifier les personnes pratiquant ces actions (ici ou ailleurs). Une discussion publique n'est jamais un lieu sûr, mais nous pensons malgré tout que nous devons apprendre à être capables d'avoir ces débats ensemble.



Quelques recommandations de sécurité individuelle et collective sont de mises :

- Prends soin de ne pas te visibiliser sur des trucs illégaux. Ne visibilise pas d'autres personnes et n'encourage pas à le faire.
- Privilégie des formules passives ou plus impersonnelles que le « je » ou le « nous ».
- Pas de téléphone et d'appareil d'enregistrement dans l'espace de cet atelier.

Si vous avez d'autres suggestions, c'est le moment de les proposer.



L'idée de cette discussion n'est pas de rentrer dans le débat violence/non violence, populaire/impopulaire mais plutôt de réfléchir à la pertinence, l'efficacité et la portée politique qu'offre ce mode d'action trop peu pratiqué, et surtout trop peu discuté collectivement. Pour nous, qui proposons cet atelier, il est clair que la pratique de l'action directe et du sabotage est un acte de résistance légitime à prendre en compte et à accroître parallèlement à la lutte plus legaliste. Elle n'est pas son bras armé mais une force supplémentaire. Elle n'est pas non plus à idéaliser. Nous pensons que ces deux tactiques, parmi d'autres bien évidemment, peuvent exister ensemble et se renforcer mutuellement si elles ne s'opposent pas, ne se discréditent pas, et si elles se soutiennent pour atteindre des objectifs à court et moyen terme et pourquoi pas réaliser un objectif final commun : l'arrêt du projet Cigéo.

Dans l'immensité de ce qui pourrait être qualifiée « d'action violente », nous isolons deux pratiques en particulier :

- La première est la tactique offensive de « masse » comme les Rassemblements festifs et déterminés, pendant les Rayonnantes à l'été 2021.

- la seconde plus discrète et controversée est la tactique offensive en groupe affinitaire, dont de nombreux exemples sont compilés dans les pages qui suivent.

Bien évidemment, ces modes d'actions sont loin d'être représentatifs des différentes formes que peuvent prendre des luttes de libération offensives. Cette discussion a pour base la réalité que nous vivons ici, avec nos privilèges, notre contexte de lutte. D'autres groupes, ailleurs, doivent s'exposer à d'autres formes d'actions autrement plus dangereuses pour se libérer, en faisant par exemple le choix de l'utilisation d'armes létales. Notre voix ne cherche pas à

porter une parole sur les actions offensives dans leur globalité. Elle n'est que l'expression d'une certaine forme de lutte sur ce territoire.

Le déroulé de l'atelier se présente sous la forme de lectures de certains passages d'actes administratifs émis lors d'événements publiques sur zone, de communiqués de revendication d'action et d'articles. Ces lectures permettront d'introduire le sujet et se poursuivront par une discussion autogérée.



Tactique « dite » de masse .

Les saccages spontanés au cours de manifestations, sur des cibles disponibles à l'instant T ont marqué bon nombre de luttes sociales. Mais ces dernières décennies, notamment dans les luttes écologistes et de territoires, voient l'émergence d'une autre forme de tactique « de masse » : la réalisation en grand groupe d'actions coups de poing, souvent en plein jour, sur des cibles bien précises avec des stratégies et des objectifs déterminés en amont... Par exemple, les « rassemblement festifs et déterminés » durant le camps des Rayonnantes à l'été 2021 a rassemblé environ 800 personnes répartis en 4 cortèges qui ont convergé vers une cible commune. Ce format d'action, avec ce qu'il nécessite de temps de préparation et d'organisation collective, offre de nouvelles perspectives dans nos luttes. Il permet par exemple de

prendre le temps de réfléchir aux objectifs (atteindre une cible, se donner de la force ensemble, se transmettre des techniques d'actions et de sabotages...) et aux tactiques mises en place. L'organisation de différents cortèges par exemple peut être un choix tactique pour tenter de concrétiser des réflexions politiques plus larges que l'atteinte de la cible : rendre une action la plus accessible possible, y faire exister des cultures politiques différentes, prendre en compte l'envie et l'expérience de chacun.e, proposer différents niveaux de conflictualité...

L'action de masse peut être une réelle force stratégique, elle peut par exemple être le seul moyen d'atteindre certaines cibles dans des zones très militarisées et surveillées.





C'est aussi une incroyable occasion d'expérimenter des formes d'organisation autonome, de travailler nos liens de confiance, de s'émanciper des structures bureaucratiques pacifistes hiérarchiques pour tenter de construire des actions émancipatrices qui nous ressemblent, comme ont pu l'être le démontage du mur de l'ANDRA dans le bois Lejuc en 2016, le portail du laboratoire repeint et cadenassé lors des rencontres féministes de 2019 ou la destruction d'un forage de l'ANDRA durant la fête des barricades en 2022. Nous voyons dans ces déplacements plus ou moins massifs un moyen supplémentaire d'atteindre certains objectifs ainsi qu'une occasion de nous faire ressentir de la force et de la confiance collective, en envoyant un message fort à notre interlocuteur ... et en permettant aussi de faire de jolies photos souvenir ! Elle peuvent aussi parfois ouvrir la voie de la pratique offensive à de nouvelles personnes.

Nous pensons que ce mode d'action est intéressant s'il est accompagné d'une réelle volonté d'analyse et d'auto critique car il peut aussi très facilement reproduire les schémas d'organisation, d'oppression et de domination que nous combattons. Le risque est courant d'y retrouver ce contre quoi nous luttons : des discours virilistes et guerriers, un manque d'attention, de soin collectif, de co-construction horizontale, trop peu de soutien aux personnes touchées par une répression souvent lourde, une place de choix laissée aux leader.euses militant.es en mal de carrière politique...

Il y aurait encore beaucoup de choses à en dire mais nous n'aborderons pas plus en détail ici cette forme d'action . Nous la soutenons et pensons qu'elle tire sa force certes de l'effet de masse qu'elle permet mais surtout des différents groupes affinitaires et informels qui la composent pour réaliser ensemble un objectif commun

pratique offensive individuelle. En groupe affinitaire et/ou informel.

La pratique offensive dans nos luttes comporte des risques certains et la menace de la répression est toujours à prendre en compte. Certaines actions, faisant partie intégrante de l'action direct peuvent être considérées « de moindre intensité » d'un point de vue répressif : l'affichage sauvage, l'accrochage de banderoles, faire des tags, briser des vitrines ... Mais même une action qui peut sembler à faible risque peut parfois être lourdement réprimée lorsqu'elle est liée à un contexte politique plus large. D'autres actions telles que l'incendie volontaire ou le sabotage ont des conséquences pénales particulièrement caractérisées en devenant un « crime » voire un acte de « terrorisme ». Ces considérations répressives sont à prendre en compte mais il ne s'agit en aucun cas de hiérarchiser les formes d'actions en fonction de leur dangerosité ou d'en valoriser certaines par rapport à d'autres. Toutes ont leurs raisons d'exister et leur pertinence.

Nous pensons que la détérioration, la destruction et, dans le meilleur des cas la mise hors service totale d'une installation peut être un

moyen de pression élevé sur l'ANDRA et ses collaborateurs, lorsque l'on est prêt.e à en assumer les conséquences.

Attaquer le projet Cigéo en ciblant les entreprises sous-traitantes du BTP, d'ingénierie, d'architecture, etc, et les installations extérieures (pylônes, forages, réseau électrique..) est une forme d'action intéressante et réalisable sans grande difficulté, à quelques-un.e.s. Ces entreprises et ces installations sont atteignable de multiples façons à bien des endroits en France. Leur capacité à encaisser financièrement et moralement des destructions matérielles répétées et régulières est souvent plus faible que l'ANDRA. De nombreuses cibles sont ainsi atteignables en s'organisant en petit groupe affinitaire.

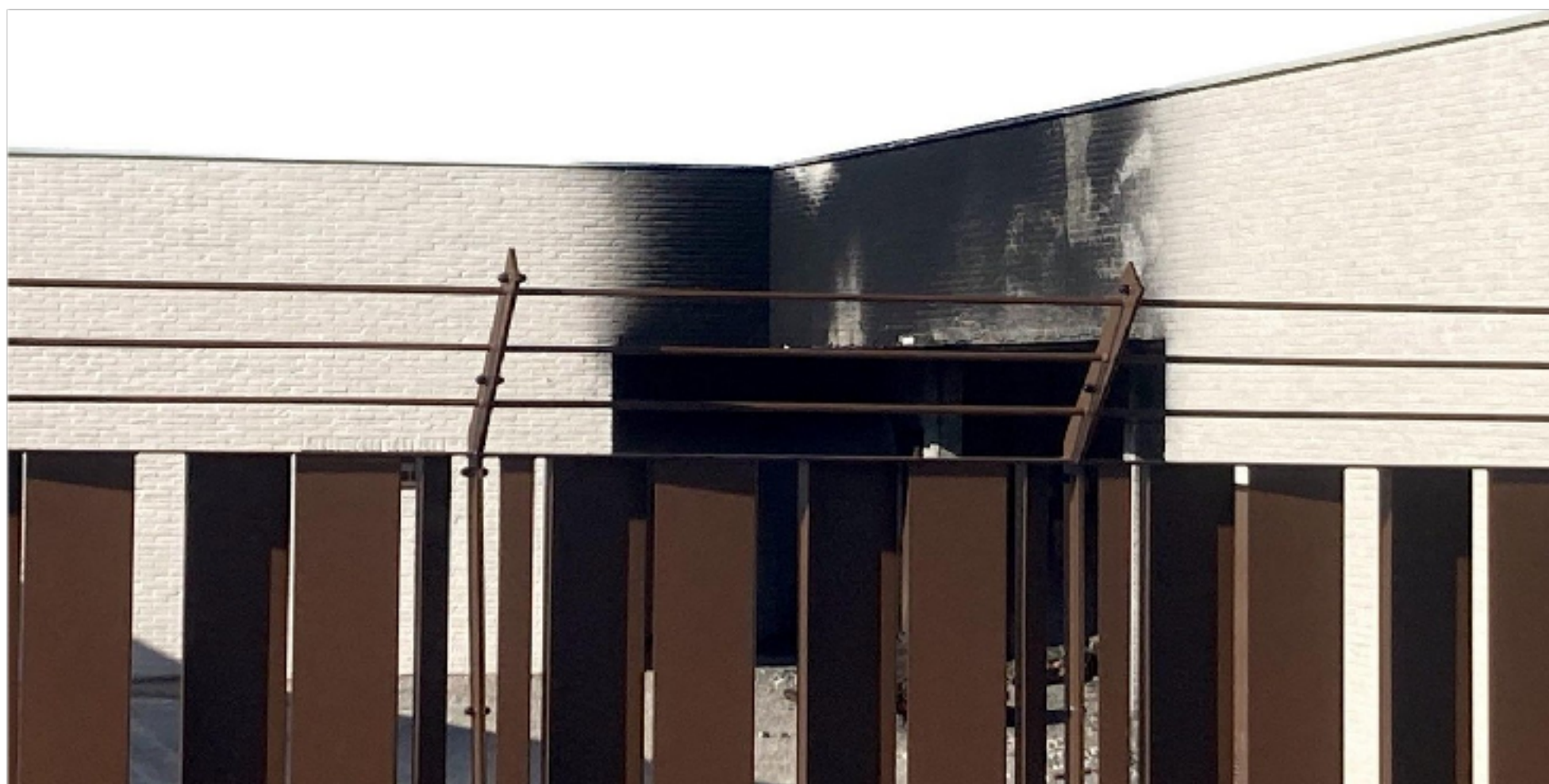
Ce n'est pas seulement la rage qui nous anime ou une sorte de « folie » destructrice que nous prêtent volontiers les institutions. Si nous décidons de nous organiser de cette façon, c'est que nous sommes avant tout animé.e.s par la volonté farouche de rester libres de nos faits et gestes. Nous choisissons des formes d'actions qui nous

garantissent l'anonymat, sans pour autant faire le choix de la clandestinité totale. Qui nous permettent aussi de continuer à dormir dans nos lits, voir nos ami.es et nos amours, rester actifs dans nos vies sociales, familiales... et inlassablement préparer la prochaine sortie nocturne. Nous pensons que les pratiques de sabotage en petit groupe affinitaire peuvent permettre un équilibre intéressant en offrant des conditions de liberté, de sécurité, d'autonomie et d'efficacité.

Elles peuvent aussi permettre de laisser une place importante au soin émotionnel, parfois même affectif au sein du groupe. Car les conséquences de ces pratiques d'action peuvent parfois être lourdes psychologiquement. La peur et le doute qui peuvent nous traverser restent inévitablement

étouffés, difficile voire impossible à partager à son entourage. Le soin, l'écoute et l'attention collective est donc indispensable à un groupe d'action qui veut durer dans le temps.

De la même manière, il ne suffit pas à un petit groupe isolé d'être noctambule et déterminé : un réseau social et amical solidaire lui est essentiel. Ce type d'action ne pourrait souvent pas se concrétiser sans le soutien logistique, organisationnel et émotionnel d'un entourage de confiance : partage d'informations, hébergement, accès à du matériel ou des espaces... Ces soutiens indispensables peuvent prendre des formes variées et permettent à chacun.es de pouvoir s'impliquer à sa manière dans la réalisation de ces actions.



Communication & transmission

Tous les groupes qui poursuivent une pratique d'action directe ne la communiquent pas publiquement par la suite. Les raisons sont souvent légitimes et peuvent être multiples :

- Les actions peuvent se dérouler différemment de ce qui était prévu et susciter le besoin de "laisser les choses se tasser" plutôt que d'attirer davantage l'attention.
- Les actions "de basses intensités" (affichage sauvage, brochure, tags, etc.) peuvent faire partie d'un militantisme quotidien qui a par exemple pour but de rendre visible l'existence de la résistance dans les villages environnants. Donner une explication sur nos canaux militants, n'atteindrait tout simplement pas ses destinataires.
- Tant l'objectif que les moyens utilisés peuvent être suffisamment explicites. Lorsqu'en 2017, l'ancienne caserne de gendarmerie de Montiers a brûlé, ou qu'en 2023, les pompiers ont pu éviter un résultat similaire pour le nouveau site de Gondrecourt,

personne ne s'est sérieusement demandé "pourquoi ?".

- Les communiqués de revendication augmentent considérablement le risque d'être pris et en conséquence, la peine encourue ! L'approche principale des enquêtes policières est généralement la recherche du motif. C'est un problème fondamental de l'action politique illégale qui, par nature, cherche à être comprise de l'extérieur. Plus une déclaration est longue, plus elle fournit d'informations sur ses auteur.ice.s. Cela concerne aussi bien les informations "voulues", comme le positionnement politique du groupe, que les informations "non voulues", comme le niveau de formation scolaire, l'origine sociale, etc. Le risque de relier les actions augmente particulièrement pour les groupes ayant une longue continuité, ce qui peut souvent permettre de construire juridiquement une "association criminelle" (peine beaucoup plus élevée pour le même acte). Dans le pire des cas, on risque de contribuer à l'élucidation d'actions qui avaient été menées à bien.

- Enfin, il existe des actions dont le succès dépend du fait qu'elles ne soient pas découvertes avant de pouvoir déployer leur effet de sabotage (parfois des années plus tard).

Malgré toutes ces raisons, et même si les actions directes devraient idéalement se faire comprendre d'elles-mêmes, nous considérons que la pratique de « s'expliquer » est une part indispensable de notre travail politique ! Les raisons en sont notamment les suivantes :

- Ajouter aux dégâts matériels une atteinte à l'image. Alors que certains acteurs du projet CIGEO se targuent de leur participation (Groupama, Ferry-Capitain), d'autres entreprises se passeraient volontiers d'être associées publiquement à un site d'enfouissement de déchets nucléaires (comme la société POMA, principalement active dans le tourisme, ou des organisations de "protection de la nature" collaborant avec l'ANDRA comme NEOMIS).
- Tous les objectifs d'une action directe ne s'expliquent pas d'eux-mêmes, loin s'en faut ! Les lettres de revendication peuvent servir à mettre à jour les implications et les liens de

l'objet visé et à rendre ainsi visibles des acteurs plutôt discrets.

- Communiquer sur des actions permet de visibiliser l'existence de cette pratique politique, et en la rendant moins obscure, d'ouvrir un espace de discussion à son propos. L'analyse stratégique et le positionnement ne font (malheureusement) que rarement partie des revendications. Nous pensons qu'il est pourtant nécessaire de défendre cette pratique (également de manière interne à nos luttes) en tant que partie légitime de la résistance globale et, dans le meilleur des cas, de participer à la développer.
- Les revendications sont une possibilité de créer des convergences et de se placer dans un rapport de solidarité avec d'autres luttes. Elles permettent aussi un travail de solidarité avec les prisonniers politiques de nos luttes, car ce sont eux qui paient le prix de cette pratique politique !
- Le sabotage et l'action directe - s'ils ne sont pas pensés de manière avant-gardiste - consistent généralement dans la reproduction et l'imitation de

pratiques. Les lettres de revendication sont un moyen de motiver d'autres personnes à faire de même en transmettant des connaissances techniques sur les pratiques utilisées. Il est recommandé de ne pas exagérer sa propre action militante et de ne pas donner l'image de guerriers intrépides de la révolution. C'est justement la réflexion critique sur les erreurs commises, les problèmes techniques inattendus rencontrés lors de l'action, mais aussi sur nos propres faiblesses et peurs, qui nous aide à faire évoluer notre pratique et à réduire les hiérarchies informelles.

- La visibilité de l'action directe a également un caractère motivant pour d'autres structures qui ont déjà leur propre pratique d'action directe. Elle permet à ces groupes de se référer les uns aux autres de manière informelle et nous montre que nous ne sommes pas seuls dans notre lutte.
- De même qu'il y a des actions dont le succès dépend du fait qu'elles ne soient pas découvertes, il y a aussi des actions dont l'impact ne se déploie que par l'intermédiaire de la communication. Le

piratage d'Ingerop en 2018 en est un bon exemple : si le vol de données - si tant est qu'il ait été remarqué - a certainement été fâcheux pour l'entreprise, le véritable dommage n'a été causé que par la publication des données volées. L'exploitation ultérieure des informations obtenues a été d'une grande utilité pour le mouvement, bien au-delà du milieu activiste.

Outre les points mentionnés (communication de notre propre pratique, augmentation de la pression sur nos ennemis, etc.), les lettres de revendication représentent une contribution active au travail médiatique indépendant. La réalisation de cette brochure n'aurait jamais été possible sans les nombreuses sources documentées.

- Nous ne pouvons en aucun cas compter sur les médias bourgeois pour relayer nos positions ! Leur manière de présenter notre lutte peut varier entre l'invisibilité et le scandale, mais elle n'est jamais conçue à notre avantage. Dans la phase actuelle, nous observons surtout une tentative de rendre nos actions invisibles. Un phénomène peu surprenant dans une région où l'information "un sanglier renversé sur la N4" fait la une des journaux. Nous ne

partons pas sur l'idée d'un blocage de la presse sur ce thème imposé par l'Etat, mais plutôt d'une autocensure qui résulterait de dépendances économiques. L'est républicain en particulier se distingue régulièrement dans son rôle de "rapporteur de la cour" de l'ANDRA et est ainsi devenu lui-même la cible d'actions directes.

- Non seulement la presse bourgeoise n'a aucun intérêt à se faire le porte-parole de notre politique, mais les forces bourgeoises au sein du mouvement n'ont pas non plus ce besoin (à juste titre). Celles-ci se retrancheront toujours derrière le privilège d'une position légaliste dans les discussions stratégiques ouvertes et gagneront ainsi la souveraineté d'interprétation sur nos luttes. Nous devons

apprendre, malgré tous les dangers, à défendre nous-mêmes ce point de vue politique de manière argumentée, car personne d'autre ne le fera à notre place. Peut-être que cette discussion peut être une modeste contribution dans cette direction.

Les lettres de revendication prennent de nombreuses formes et peuvent avoir les objectifs et les thématiques les plus divers: des deux lignes contre l'énergie nucléaire et son monde, en passant par des poèmes, jusqu'à des explications de plusieurs pages sur les maux du capitalisme. Dans le chapitre suivant, nous avons rassemblé une petite sélection de lettres de revendication de ces dernières années qui, à divers égards, dépassent la simple auto-justification de l'infraction commise.



Petite sélection de lettres de revendication d'actions directes et d'actes de sabotage de ces dernières années:

[Vecqueville] La forge industrielle coupée du réseau électrique ! Sans Cigéo pas de relance du nucléaire, sans les coopérateur.ices pas de Cigéo !

« **Identifier les collabos du désastre nucléaire et les attaquer** » peut-on lire dans une lettre revendiquant l'incendie criminel du véhicule du chef d'un cabinet d'architecture local à Commercy en septembre 2022. La lettre poursuit : « Notre intervention directe doit être lue comme un avertissement envers les entreprises de construction locales et régionales, les entreprises de sécurité, les instituts de suivis environnementaux etc. : Ceux et celles qui pensent faire du profit avec la désertification nucléaire et la militarisation du territoire par Cigéo finiront par le payer très cher ! »

C'est avec ces mots dans le cœur et beaucoup de colère dans le ventre qu'au petit matin du 11 mars nous avons rendu visite – à l'occasion du

13e anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima – à un autre profiteur régional de la mafia nucléaire. Cette fois, ce n'est pas une petite PME qui a été visée, mais la fonderie industrielle FERRY CAPITAIN à Vecqueville – une entreprise de plus de 300 employé.es près de Joinville. Notre objectif était d'obtenir une coupure totale de l'électricité dans les quatre complexes industriels et d'arrêter ainsi (au moins pour un moment) la production.

Pour cela, nous avons repéré les lignes électriques principales qui alimentent le site depuis différentes directions. Malheureusement, sur les quatre identifiées, nous avons pu court-circuitées que trois d'entre elles à l'aide d'engins incendiaires. En plus des dommages directs et de la perte de production attendue, nous espérons que même si finalement elle ne sera pas totale, la coupure électrique provoquera d'autres dommages secondaires sur les machines du site (dont certaines

doivent fonctionner 24 heures sur 24). Une de ces lignes d'alimentation, ne nous a pas permis d'exclure totalement la possibilité d'effets secondaires sur l'alimentation électrique de quelques maisons privées. Nous prions les riverain.es d'excuser les éventuels désagréments.

Pourquoi FERRY CAPITAIN ?

Le partenariat entre FERRY CAPITAIN et l'ANDRA nous a décidé.es à choisir cette cible. Mais les activités même de cette entreprise auraient tout aussi bien pu nous amener à faire le même choix. Historiquement fondée en 1831, ce qui n'était qu'une simple fonderie va sortir du lot dans les années 1900 en se spécialisant dans le moulage et l'usinage de pièces industrielles. FERRY CAPITAIN ne va alors avoir de cesse d'élargir son champ d'action et sa présence sur le marché mondial, en multipliant les secteurs les moins vertueux : exploitation minière, cimenterie, fabrication de tunneliers, de pièces dans l'aéronautique et l'aérospatiale, partenariat avec EDF pour des générateurs d'énergie à gaz, à

vapeur et hydro-électriques dans ces dernières décennies.

En 185 ans FERRY CAPITAIN a pleinement contribué au désastre écologique et social en rendant possible avec ses machines, pièces et outils sur mesure, l'extraction et l'exploitation des matières premières du sous-sol. Décerné par la dynamique « France Relance » du gouvernement actuel, aujourd'hui cette entreprise est « fière d'être lauréate du plan de relance de l'industrie française ». Avec la transition énergétique ce sont les portes d'un marché juteux et abondant qui s'ouvrent à elle : encore plus d'extraction de minerais et la relance du nucléaire en prime ! FERRY CAPITAIN fabrique les outils de l'éternel saccage made in France.

Quel rapport avec CIGÉO ?

Remontons un peu dans le temps : en novembre 2023, Patrice Torres, directeur général de l'ANDRA pour la Meuse et la Haute-Marne, a annoncé publiquement une nouvelle phase de 20 mois dans la mise en œuvre de CIGÉO à partir du début de l'année 2024. Celle-ci comprend d'une part l'expropriation d'environ 110 HA de terrains manquants pour

le projet, et d'autre part les procédures d'autorisation de toute une série de travaux préliminaires sur le terrain. Il s'agit notamment de fouilles archéologiques, de l'installation de deux nouvelles plates-formes et d'environ 600 nouveaux sites de forage pour des mesures géologiques et hydrologiques. Le contrat pour ces derniers travaux a été attribué (sans surprise) au groupe minier mondial ANTEA, également responsable de la construction des galeries et actuellement en procès pour un accident minier mortel survenu en 2016 dans le laboratoire de l'ANDRA.

L'accaparement des terres et la destruction continue de notre environnement s'accompagnent de mesures visant à cimenter la dépendance économique et financière de la population locale. Ou, comme le dit monsieur Torres : « De développer au maximum les relations économiques et commerciales avec les entreprises locales et le respect de la commande publique. À chaque fois que c'est possible, on souhaite travailler avec. On essaie aussi d'implanter localement certains

équipements d'essai, comme les démonstrateurs. (...) Dans la même ordre d'idée, on a contractualisé avec un groupe d'entreprises dont FERRY CAPITAIN pour la conception d'un démonstrateur qui va nous permettre de tester les systèmes d'accostage entre la hotte de transport des déchets de moyenne activité et la zone de stockage. »

Après l'implantation à Froncles du leader mondial de la technologie du transport par câbles POMA pour construire un prototype du « téléphérique Castor », voici donc un autre démonstrateur à Vecqueville -Nous sommes ravis ! L'ANDRA fait de la population locale le fossoyeur de son propre territoire et a encore l'impudence de le vendre au public comme un moteur de l'emploi et un soutien à la croissance. C'en est tellement cynique qu'on a envie de vomir.

Nous continuerons à attaquer les responsables et les exécutants de ce projet coûteux, dangereux et inutile qu'est CIGÉO ! Outre le sabotage des travaux proprement dits, nous considérons que les attaques contre les sous-traitants sont un moyen approprié d'exercer une pression

financière par le biais de dégâts matériels, et de mettre en lumière les implications locales de l'ANDRA dans la région.

Sans Cigéo pas de relance du nucléaire, sans les coopérateur.ices pas de Cigéo !

Nous dédions cette action aux personnes qui luttent sur le terrain à Bure contre le projet CIGÉO, à la population du sud de la Meuse et Haute-Marne touchée par les expropriations de l'ANDRA, ainsi qu'aux deux personnes d'Isère toujours accusées de sabotage dans la « procédure POMA ».

Groupe Informel d'Action Pirate pour Couler le Ferry



Cinq ans après l'évacuation du Bois Lejuc : l'antenne Flux de l'ANDRA incendiée à Osne le val près de Bure.

Il aura fallu deux décennies de lutte pour créer une situation permettant un rapport de force ouvert contre le projet CIGÉO avec l'occupation du Bois Lejuc qui aura été défendu pendant près de deux ans sous la pression et les attaques des mercenaires de l'ANDRA. Cela fait maintenant cinq ans que cette ligne de front s'est brisée suite à la violente et brutale expulsion des occupant.es par 500 gendarmes le 22 février 2018 et, qu'avec elle a disparu un lieu central de la résistance.

Il s'en est suivi une vague répressive sans précédent dans la région ; Surveillance, rafles, arrestations, procès, peines de prison et autres instruments répressifs mis en œuvre, ont empêché et rendu difficile une réorganisation offensive de la lutte. Les blessures psychologiques laissées par cette période difficile et traumatisante guérissent lentement et il restera à jamais une cicatrice dans les cœurs. Malgré l'évacuation de la forêt, la résistance se poursuit

encore aujourd'hui à de nombreux niveaux.

Nous avons saisi l'occasion du cinquième anniversaire de l'évacuation de la forêt pour montrer que nous n'avons ni oublié.es ni pardonné.es ce qu'ils ont fait. Et qu'ils se trompent si ils pensent nous avoir chassé.es et vaincu.es pour toujours. Avec nos modestes moyens, nous avons poursuivi.e la série d'attaques contre les infrastructures du projet CIGEO le 14.02.2023 en flambant un pylône de transmission de l'ANDRA à Osne le val près de Bure.

Nous soutenons tout acte de sabotage contre CIGEO et ces Monstres. Cependant, nous plaçons délibérément notre action dans le contexte d'une série d'attaques menées l'année dernière contre des stations de mesure destinées à collecter des données géologiques, hydrologiques et météorologiques, et nous saluons de tout cœur les groupes d'action qui les ont menées ! Ensemble et de manière informelle nous sommes plus fort.es !

Pour finir, nous pensons que ces structures ont une importance stratégique prépondérante dans la phase actuelle de développement du projet étant donné que les données collectées, par exemple pour les études d'impact sur l'environnement, constituent à elles seules une base nécessaire dans les procédures d'autorisation de création, Ainsi, les détruire, les mettre hors service, sont et seront inévitablement une épine dans le pied au « bon déroulement du projet CIGEO ».

La rage dans nos cœurs, dans nos mains des outils.

Comité Autonome de Vengeance Tortuguita*

*Nous dédions cette action à Manuel « Tortuguita » Paez Terán, assassiné par les flics le 18 janvier 2023 lors de l'attaque de l'occupation de la forêt, contre la construction de la « Cop-City » dans la forêt de Weelaunee, 1312 Atlanta/USA.

[Lille] Revendication de l'incendie d'une voiture de Groupama

L'autre soir, entre lundi et mardi, on avait la rage contre ce monde de cages, de propriété privée, d'exploitation et de destruction du vivant. Alors on a cramé une voiture de *Groupama*, qui traînait rue des frères Vaillant à Lille.

Entre autres merdes de sociétés d'assurances, *Groupama* s'est portée partie civile dans le procès de l'association de malfaiteur.ices de Bure. Alors cette voiture qui crame, c'était aussi contre CIGEO et ceux qui le défendent.

On a appris dans la presse bourgeoise que l'incendie s'était propagé à 5 autres voitures, dans la rue. On voudrait bien rappeler que notre cible était la voiture de *Groupama* et non cet embrasement collatéral de la propriété privée.

La *Voix du Nord* en profite pour demander l'installation de caméras de vidéo-surveillance dans le quartier et alimenter un discours sécuritaire. Ca doit faire plaisir aux sociétés d'assurance comme *Groupama*, qui participent elles aussi activement à la construction d'un monde régi par le contrôle, la spéculation et l'individualisme.

Feu à l'Etat, aux prisons et aux assurances !

Solidarité avec le compagnon anarchiste enfermé à Villepinte, accusé d'incendies de véhicules diplomatiques et de grandes entreprises

Solidarité avec les inculpé.es de l'association de malfaiteur.ices de Bure

Solidarité avec les inculpé.es de l'association de malfaiteur.ices POMA

Quelques anarchistes

[France/Grand Est] Attaque contre l'infrastructure nucléaire en solidarité avec Alfredo Cospito



En mai de cette année, le prisonnier anarchiste Alfredo Cospito a été transféré au régime d'isolement 41bis. La méthode de torture de la

privation sensorielle vise à briser son esprit rebel et à le réduire au silence. Afin d'obtenir le retrait de ses conditions d'isolement, notre compagnon a entamé une grève de la faim illimitée le 20 octobre. Le 1er décembre – au 42e jour de la grève de la faim – un examen des conditions de détention a décidé de poursuivre la procédure de torture. Si l'État fasciste italien persiste dans sa pratique de l'isolement, Alfredo ne verra peut-être pas la fin de cette année. Mais sa mort ne sera pas un suicide : ce sera le meurtre sous la torture d'une justice politique vengeresse.

Empêchons cet assassinat

La forme la plus passionnée de solidarité révolutionnaire consiste à poursuivre les luttes pour lesquelles nos compas sont derrière les barreaux. C'est dans cet esprit que le dimanche 11 décembre, lors d'une action de sabotage nocturne, nous nous sommes rendus sur un pylône de la ligne THT Fessenheim – Paris et avons dévissé les boulons. Le pylône est toujours debout, mais sa statique est clairement compromise. Que notre colère révolutionnaire agisse en alliance

avec la nature, et qu'une tempête hivernale fasse le reste !

Alfredo a toujours su lier la question de la révolution sociale à celle de l'écologie et, par ses paroles et ses actes, mettre en relation le pillage écocidaire de notre planète avec la lutte contre les pouvoirs dominants, l'exploitation et l'oppression. Dans sa déclaration sur le tir dans le genou du dirigeant italien de l'industrie nucléaire Roberto Adinolfi (ansaldo nucleare) et plus tard dans différentes déclarations du procès dans l'affaire scripta manenta, il a décrit la nécessité d'ancrer une perspective révolutionnaire dans le mouvement anti-nucléaire. Dans une précieuse contribution au débat, il s'est également exprimé en 2018 sur la lutte contre le projet CIGÉO d'enfouissement des déchets nucléaires dans le village français de Bure, en Meuse. Se référant à l'idée de diversité des tactiques qui y est pratiquée, il y suggère une intensification des formes de lutte choisies. Il s'agit de l'une des contributions qui ont ensuite été utilisée pour justifier le

durcissement de ses conditions de détention.

A ce titre, nous souhaitons reprendre cette idée et la poursuivre en suivant le fil conducteur de l'organisation informelle et de l'attaque permanente envers toutes les infrastructures dominantes qui, à notre avis nous ont déjà mise en cage pour perpétuité. Et cela, sans se dissocier des stratégies portant atteinte à l'intégrité physique des personnes ciblées comme là pu être Roberto Adinolfi ; Non pas avec un document stratégique composé de mots vides de sens et de phrases révolutionnaires pompeuses, mais par l'application pratique de l'action directe.

La ligne électrique que nous avons attaquée n'a pas été choisie au hasard. Il s'agit précisément du tracé de 400 000 volts qui doit à l'avenir alimenter en électricité l'inutile et controversé projet industriel CIGÉO. En parallèle, proche du site Cigéo, c'est sur une surface équivalente à 20 terrains de football que l'opérateur de réseau public RTE prévoit la construction de son poste de transformation capable d'assouvir la soif d'énergie du monstre nucléaire. La

Déclaration d'Utilité Publique de cet été, crée toutes les conditions juridiques permettant l'expropriation des terrains nécessaires à cet effet.

La forme d'action que nous avons choisie comporte des risques considérables. C'est pourquoi nous publierons prochainement un nouveau communiqué avec quelques indications techniques permettant une réalisation aussi sûre que possible pour la réaliser.

Une étreinte affectueuse par-delà les mers, les frontières et les murs. Pour tous.te.s les prisonnier.e.s en lutte !

La solidarité, c'est l'attaque !

Rage,
Transmissions et
Emeutes

Service des Déconnexions de Pylônes en tout Genre.

Communiqué #2 : Sabotage d'un pylône THT en France/Grand-Est

En décembre 2022, en solidarité avec le prisonnier gréviste de la faim Alfredo Cospito, nous avons saboté un pylône THT et partiellement retiré son boulonnage. Le sabotage d'une ligne à haute tension n'est pas sans danger et, même s'il est effectué sans erreur, il reste toujours un certain risque. Nous avons cependant jugé ce risque acceptable et l'action distrayante. Comme l'action directe est toujours une tentative de motiver et d'inspirer d'autres contextes, nous avons déjà annoncé notre intention de donner quelques conseils techniques :

Choix de la cible : Lors du choix du mât, veillez à ce que les isolateurs (les bobines de céramique auxquelles sont accrochés les câbles) soient verticaux ! Une position diagonale ou horizontale témoigne d'une charge de traction dans la direction correspondante. Choisissez l'endroit le plus isolé possible. Veillez à ce qu'il n'y ait pas de personnes entre l'objet et les pylônes les plus proches (p. ex. des routes fréquentées croisent la ligne). Choisissez votre chemin de fuite de manière à ce qu'il ne puisse pas être bloqué par la chute de la ligne.

Évaluation / réduction des risques : Il arrive régulièrement

(bien que rarement) que des pylônes électriques se plient ou tombent, même sans sabotage. Cela peut se produire par exemple en raison d'une tempête, du poids de la neige, ou simplement de la fatigue des matériaux ou d'un entretien insuffisant. Il en résulte un risque de basculement prématuré du mât. Ce risque augmente avec chaque vis desserrée et de manière exponentielle avec chaque pied complètement dévissé. C'est à vous, en tant que groupe, de décider jusqu'où vous voulez aller. Dans tous les cas, planifiez l'action en tenant compte de la possibilité que le mât tombe pendant que vous êtes encore sur place. Tant au pied du mât qu'à l'endroit où les câbles touchent le sol, il se produit dans un certain périmètre une tension au sol qui est potentiellement mortelle ! Éloignez-vous de l'objet aussi vite que possible dans le sens inverse de la chute. Veillez à ce que votre corps reste en contact avec le sol à tout moment (mise à la terre), en marchant à petits pas « traînants ». Veillez à ce que les conditions météorologiques soient favorables. N'effectuez en aucun cas cette action en cas de vent fort, de forte pluie ou de chute de neige !

Comment procéder : Lors de la reconnaissance de l'objet, nous avons constaté avec un certain agacement que les saillies de filetage de chaque vis étaient détruites par des perçages (photo). Une mesure anti-sabotage de RTE dont nous ne savons pas si elle s'applique à toutes les lignes THT ou seulement à celle-ci. Rétrospectivement, nous pouvons constater que c'est certes plus fatigant, mais que c'est quand même possible. Pour les vis, nous nous sommes concentré.e.s sur celles qui relient le mât à ses fondations (clé de 50). Côté intérieur, une poignée courte d'environ 20-30 cm suffit, car elle se coince dans la structure du pied. Côté extérieur, vous aurez besoin d'une extension de tube solide pour augmenter l'effet de levier. Pour faciliter le transport, il est recommandé d'utiliser plusieurs tubes qui s'emboîtent les uns dans les autres. Pour certaines vis, nous avons eu besoin d'un levier allant jusqu'à 2 mètres. Avant l'action proprement dite, nous avons vaporisé les vis avec de l'huile pénétrante (WD 40) et l'avons laissée agir plusieurs heures. Nous avons répété cette opération au

début du dévissage. Les dernières vis étaient nettement plus difficiles à retirer, ce que nous avons interprété comme un signe que le mât commençait déjà à s'abaisser. Pour cette action, vous aurez besoin d'au moins 2 à 3 personnes sur l'objet. Vous pouvez compter sur une durée d'environ 3 heures par pied (16 vis à la fois). Si vous trouvez un mât dont les boulons n'ont pas été endommagés, cela ira probablement plus vite.

Traces : Il est presque impossible de travailler plusieurs heures au même endroit sans laisser beaucoup de traces ! Contrôlez régulièrement pendant le travail si votre corps est encore entièrement recouvert (par ex. entre la manche et le gant). Débarrassez-vous en tout cas de vos vêtements et de vos chaussures après l'action. Gardez votre lieu de travail propre et stockez vos outils de manière à ne rien laisser derrière vous par inadvertance, même si vous devez interrompre l'action avant la fin.

Alternatives : depuis notre intervention, d'autres actions de sabotage de lignes à haute tension ont eu lieu en France. A Salindres (Gard), un pylône dont la ligne

alimente une usine chimique d'ARKEMA a été scié le 21.12.2022 et à Vitrolles (Bouches du Rhône), quelques jours plus tard, deux incendies sous une ligne THT ont provoqué des coupures de courant à l'aéroport de Marseille-Provence et chez AIRBUS Helicopters.

« Ces incendiaires ont par ailleurs mis fin à la rumeur selon laquelle un poteau électrique en feu, c'est beau, mais ça ne coupe pas l'électricité ! » peut-on lire dans un résumé publié sur nantes.indymedia de l'action, pour laquelle il n'existe à notre connaissance aucune lettre de revendication*. Nous souhaitons nous y attarder un peu : Selon nous, il y a fondamentalement deux méthodes différentes pour saboter efficacement une ligne THT par le feu. La première consiste à attaquer le mât lui-même par le feu. Pour cela, la structure métallique doit être chauffée à plus de 1200° C pendant un certain temps. Un feu normal ne suffit pas ! Pour endommager l'acier dans sa substance, il faut le porter à incandescence, comme c'est le cas lors du forgeage à l'aide de charbon de bois et d'un énorme apport

d'oxygène. Une fois chauffé de cette manière, la stabilité de l'acier reste compromise même après son refroidissement. C'est ce qui s'est passé par exemple lors d'un sabotage THT dans le sud de la Meuse en 2017. Pour liquéfier le métal et faire ainsi s'effondrer le pylône, il faut une température d'environ 5000° C comme ce serait le cas par exemple avec l'utilisation de thermites. L'autre méthode, qui a probablement été utilisée dans le cas actuel, consiste à générer une flamme extrêmement élevée, qui va du sol jusqu'aux câbles. Le feu a la propriété de conduire l'électricité et peut ainsi provoquer un court-circuit. Il s'ensuit une coupure de courant immédiate, mais les dommages causés à la structure sont relativement faibles.

Nous avons été particulièrement satisfait.e.s de la description détaillée de l'action à Salindres (Gard), jointe à la déclaration. Même si cette méthode a déjà été utilisée avec succès des centaines de fois depuis les années 1970, nous avons opté pour une autre méthode pour des raisons de sécurité. En d'autres termes, nous n'avons tout simplement pas osé abattre le mât !

Nous sommes tout à fait conscient.e.s que la déclaration que nous avons publiée rapidement augmente le risque que le dommage soit découvert et réparé à temps par RTE. Cependant, la priorité de notre intervention était – dans ce cas – de soutenir la lutte de notre camarade Alfredo, ce qui nécessitait une communication publique.

**Rage,
Transmissions et
Emeutes
Service des Déconnexions de
Pylônes en tout genre.**



Quand l'Andra offre des jouets aux scientifiques, nous aussi on a envie de jouer.

Au printemps 2022, trois mois avant les résultats de la déclaration d'utilité publique (DUP), l'Agence

Nationale pour la gestion des Déchets RadioActifs. A inauguré à Houdelaincourt, près de Bure (Meuse) une station atmosphérique dite, « d'excellence ». La plus moderne de France.

En perpétuelle recherche d'idée pour faire accepter son projet de poubelle radioactive qu'est Cigéo, et toujours dans sa dynamique d'achat des consciences, pour se donner une belle image et du soutien sur le territoire, l'Andra offre à la communauté scientifique nationale et européenne une station atmosphérique à la pointe des dernières technologies. Cette station financée par l'Andra, engrange d'ores et déjà des données manipulables, données nécessaires pour alimenter son dossier de demande d'autorisation de création (DAC). Une nouvelle fois, l'Andra force le passage et prend de l'avance.

Ainsi, l'IRSN, l'OPE, AGE et autres agences d'experts en acronyme, pourront faire mumuse avec leur capteurs et thermomètres dernier cri pour observer les conditions climatique et atmosphérique se dégrader, et au

passage participer avant l'heure à faciliter la réalisation du projet Cigéo. L'indépendance et la critique de ces structures d'observation et de « contrôle » peuvent être remise en doute. Le cynisme de l'Andra est à la hauteur des ses investissements (cf : « si le projet voit le jour »).

En direct de la station.

Par une nuit d'automne anormalement chaude et étoilé, quelques compas étaient réunies à Houdelaincourt pour saboter le réaménagement de la station. Un sabotage réalisé sur les alimentations en électricité de la station atmosphérique et en grande partie par le feu. on vous enverra pas la facture, c'est kdo. Même si les dégâts sont limités, nous espérons avoir causé du chaos dans les résultats de mesure pour la demande d'autorisation de création. en coupant l'alimentation électrique.

Ps : le fait que l'alimentation de secours de la station ait été installée juste à côté de la ligne électrique principale a été une gourmandise supplémentaire pour démontrer avec facilité la fragilité du réseau électrique nucléaire. Ceci dit, une

fois de plus, ça ne donne pas une bonne image des systèmes de sécurité de l'ANDRA, si l'on considère la nature de ce projet en fin de compte.

Une pensée particulière au compas incarcéré.es et en grève de la faim. A bas le nucléaire et crève la taule.

les petites krapul-e-s

Quand le cric craque le rail - ANDRA barre-toi, on est sur la bonne voie !

A nos ami.e.s les sales gosses, on voulait raconter... une de ces belles soirées étoilées.

En petit crew, on est parti.e.s de nuit. On a marché, un tout petit peu crapahuté, on s'est baladé. Un peu préparé qu'on était, tout avait été bien repéré. On a rigolé, bon pas trop chantonné, on était p'tet quand même un peu stressé.e.s. Mais même si on se voyait à peine, on vous promet ça smylait.

Et on a trouvé sur notre passage... une voie de chemin de fer. Par le plus grand des hasards ! Alors, avec les moyens du bord, un des rails a été ... quelque peu endommagé.

Oups !! Très patiemment, tranquillement et avec toutes les précautions, on a attendu petit à petit ... que le cric craque le rail ! Et puis on est reparti.e.s tranquillou, sans laisser de traces.

Et non, on s'est pas trompé d'endroit, on est bien sur la bonne voie !! Celle de 35km de long entre Nançois et Gondrecourt le château. Celle qui devrait être réhabilitée pour amener le matériel pour CIGEO, le projet d'enfouissement des déchets radioactifs dans le coin de Bure. Puis qui transporterai les déchets radioactifs deux fois par semaine pendant 150 ans.

On a laissé une petite trace de notre passage, un léger embêtement pour eux le jour où iels veulent les réhabiliter ces rails. Mais c'est un petit embêtement parmi d'autre. La voie est longue, le temps sera long, très long. Maintenant ou dans le futur, y en aura bien des rails à craquer... pour faire plus que les embêter !

On est ressorti.e.s de tout ça bien remotivé.e.s. Tout d'un coup, on se sentait plus fort.e.s face à toute cette folie nucléaire. Et c'était pas si compliqué. Un peu de préparation,

un peu de concentration, un peu d'adrénaline et le tour est joué. Franchement essayez, c'est rigolo ! Comme on dit, plus on est, plus on rit ! Plus on sera là, moins CIGEO rira !

A vos crics les ami.e.s !

PS : nous recommandons chaudement la lecture de :

Contrée l'avancée des travaux de CIGEO

<http://bure3iqueqde7ynpluyuubochn dt33wwsbkmo7kgf32bmli4zigjwvzi d.onion/contrer-lavancee-des-travaux-de-cigeo-brochure-dinformations-pratiques/>

Trainstopping

https://de.indymedia.org/sites/default/files/2019/10/brosch%C3%BCre%20FR_web.pdf

[Commercy] Identifier les collaborateurs du désastre nucléaire et les attaquer



Nous revendiquons la responsabilité politique pour l'attaque incendiaire qui a visé le véhicule privé du propriétaire de l'entreprise ARCHILOR Michaëll Barrois à Commercy dans la nuit du 22 septembre.

Notre but était de causer un dégât matériel aussi important que possible à l'entreprise. Nous avons décidé de ne pas nous attaquer directement au bâtiment isolé de bureau de l'entreprise pour éviter des dommages aux personnes, car nous avons l'impression que Monsieur Barrois utilise occasionnellement le premier étage du bâtiment de manière privée la nuit. Nous ne connaissons pas Monsieur Barrois personnellement, même si nous avons pu nous faire une image assez claire de ses habitudes et déroulés journaliers durant ces derniers mois. Il se peut que ce soit un gentil gars. Nous n'en savons rien et à vrai dire, on s'en fout. Ce qui compte pour nous est la chose suivante :

Avec la réalisation progressive du projet de centre d'enfouissement de déchets atomiques CIGÉO, la militarisation de la zone aux alentours de Bure devient de plus

en plus concrète. En voisinage direct du dépôt de l'ANDRA, une immense caserne de Gendarmerie est entrain d'être réalisée, avec l'objectif de maîtriser des interventions massives à l'avenir. (La remise en service de la caserne de Montiers-sur-Saulx a échoué en 2018, après que le bâtiment ait entièrement été détruit suite à un incendie.) De plus la préfecture a demandé un permis de construire en début d'année, afin de construire des bâtiments en dur à la place des 20 algécos d'habitation des Gendarmes sur le terrain du laboratoire de l'ANDRA. Actuellement 75 gardes mobiles sont présents en permanence au laboratoire, une militarisation directement financée par l'ANDRA. Le contrat de réalisation, doté de 99.000 € a été accordé au bureau d'architecture et de planification ARCHILOR, 61 RUE DE ST MIHIEL, 55200 COMMERCY.

En tant qu'écologistes avec une tendance socio-révolutionnaire nous pouvons nous imaginer des chose bien plus belles que de ruiner une petite ou moyenne entreprise. Notre intervention directe doit être lue

comme un avertissement envers les entreprises de construction locales et régionales, aux entreprises de sécurité aux instituts de suivis environnementaux etc. : Ceux et celles qui pensent faire du profit avec la désertification nucléaire et la militarisation du territoire par CIGEO finiront par le payer très cher !

Avec notre action, nous envoyons des salutations flamboyantes aux mis en examen dans la procédure POMA ! Deux personnes sont accusées d'avoir fondé une association de malfaiteurs et d'avoir saboté le leader mondial de la technique de funiculaires. A Froncles, POMA développe le prototype d'un funiculaire à colis radioactifs qui emmènerait les déchets atomiques à 500 mètres sous la terre meusienne. Que vous soyez „coupables“ ou „innocentes“ : nous sommes de tout cœur avec vous.

Les Mirabelles de Lorraine

[Meuse] Action directe contre le nucléaire et son monde de merde

Dans la nuit du 11 mars, anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en 2011, nous avons fait une série de



graffiti/tags le long de la voie ferrée désaffectée Bar-le-Duc / Ligny / Gondrecourt, qui fait partie du projet d'enfouissement nucléaire CIGÉO. Dans le village au nom ironique « Les Castors », près de Ligny-en-Barrois, nous avons saboté la voie avec des crics pour contrer les travaux prévus pour sa réaffectation. Notre action est une petite contribution dans le cadre de la journée nationale d'action contre la relance du nucléaire et pour la fin immédiate du nucléaire, journée à laquelle nos amies de Golfech ont appelé ce 13 mars.

Le nucléaire ne sauvera pas le climat !

Fin 2021, 10 ans après Fukushima, le gouvernement Castex/Macron a présenté le programme de transition énergétique « France 2030 ». Au delà de l'annonce pro-industrielle en mode greenwashing sur la mobilité électrique ou la création de parcs éoliens industriels, « France 2030 » est avant tout une chose : l'annonce du renforcement massif du programme électronucléaire français. Il s'agit de la construction d'au moins 6 nouveaux EPR, de l'investissement dans de dits mini réacteurs – qui sont en ce moment développés, entre autres, par le constructeur d'automobiles et d'armement Rolls Royce – et du lancement de la construction de CIGÉO d'ici 2030.

Dans le même temps, la commission européenne a présenté un projet de loi pour le renouvellement de la « taxonomie verte », suite notamment à la pression de l'État français. Cela voudrait dire que le nucléaire serait désormais considéré comme une énergie verte. Une ratification de cette proposition, signifierait que le fonds d'investissement pour la

neutralité climatique pourrait à l'avenir subventionner le nucléaire. L'une des conditions à cela serait de démontrer que le stockage des déchets nucléaires est une option qui fonctionne. Une décision rapide à ce sujet est improbable suite à l'annonce de recours juridiques faits par plusieurs états européens.

Nous le disons de manière claire : une transition énergétique qui continue de garder comme boussole la croissance économique et les profits des industriels ne vaut même pas le papier sur lequel elle sera écrite. Il est complètement égal pour nous de savoir si la planète est détruite par l'émission de CO₂, l'empoisonnement atomique ou la guerre, l'intoxication de l'eau potable ou d'autres misères que le système capitaliste engendre.

Nous nous opposons à la tentative d'opposer le mouvement pour le climat et le mouvement antinucléaire. Les buts des mouvements écologistes sont inséparables ! Un compromis avec les structures du pouvoir économique tendant à « rendre la Terre juste un petit peu moins inhabitable » n'est pas acceptable.

Le mensonge du nucléaire écologique est aussi vieux que le programme nucléaire et a été contré par les scientifiques à mille reprises. Même si l'utilisation de l'uranium comme source d'énergie n'émet pas beaucoup de CO2, cela n'est pas vrai pour son extraction qui est faite dans des mines et à l'aide de charbon. C'est faux également pour son transport par bateau avec des carburants fossiles. Pour considérer l'uranium « vert », il faut mettre de côté tous les effets de son extraction, l'empoisonnement radioactif du sol et de l'eau, la radiation permanente émise par les réacteurs et autres fabriques nucléaires en temps dits normaux et les suites d'un possible accident. Un autre angle mort de ce calcul est bien sûr l'impossible gestion des déchets de la filière : le stockage de déchets radioactifs pour des milliers d'années !

Nous nous sentons obligé·es de dire aux habitant·es du sud Meuse : « Non, vous n'êtes pas les heureux·ses élu·es, choisi·es pour héberger CIGÉO, le cœur d'une transition écologique. Vous êtes d'acceptables dommages collatéraux de la catastrophe

nucléaire en cours. Vos vies sont les pertes acceptables des intérêts de la politique économique. Ce n'est pas la première fois que vous avez été choisi·es dans l'histoire pour servir de poubelle de la nation. »

SNCF = collaborateur du désastre nucléaire !

Contexte global :

La chaîne entière de la production de l'uranium, son enrichissement, son utilisation civile et militaire et jusqu'à son entreposage rend nécessaire le transport constant de l'atome. Des attaques sur l'entreprise étatique de voies ferrées SNCF sont politiquement pertinentes car elle remplit un rôle central dans le fonctionnement du programme nucléaire. C'est stratégiquement pertinent car le transport est le maillon le plus faible de la chaîne de production nucléaire et offre beaucoup de possibilités au mouvement, au delà des sites qui, pour la plupart, sont sécurisés de façon militaire.

Contexte local :

Alors que les compagnies de chemins de fer s'efforcent de supprimer progressivement les

trajets non rentables, c'est dans le sud meusien, dans la région la moins peuplée du pays, que la ligne Bar-le-Duc / Ligny / Gondrecourt sera remise en service. Avec l'aide des acteurs politiques locaux, cela est vendu à la population comme une sorte de renforcement de l'infrastructure de transport public. La seule vraie raison de cette remise en service est pourtant le futur projet CIGÉO. Depuis la plateforme logistique de Gondrecourt, l'ANDRA planifie de démarrer les travaux de raccordement au centre d'enfouissement de Bure d'ici 2024. La section de raccord gérée par la SNCF est une base centrale pour le transport des déchets radioactifs par le rail. Si la voie est un jour ouverte aux usages civiles, ce sera avant tout pour augmenter l'acceptation de la population locale et la lier encore plus au projet CIGÉO.

Nous appelons à attaquer les chantiers de ce raccordement dès le début et en amont des travaux ! Nous appelons à des actions décentralisées le jour J, jour du début des travaux physiques sur le tronçon, actions qui viseraient le

matériel de la SNCF et de ses succursales ainsi que les entreprises participant aux travaux, les désignant ainsi pour ce qu'ils sont : des acteurs de l'industrie atomique.

Les trois brigantes

Déboulonnage nocturne d'installations Poma

Chouettes et hiboux d'ici ou d'ailleurs, nous nous sommes élancés dans la nuit noire. Nous avons suivi les traces du renard et du chevreuil, humé l'air de l'automne qui pointe, bondi sous les étoiles dans les montagnes alpines et nous avons fondu sur des installations de l'entreprise Poma pour venger son engagement dans le projet CIGÉO d'enfouissement des déchets nucléaires ! Nous avons choisi de cibler des lignes de téléphériques de Poma dans les stations des Alpes. Poma la vertueuse, reine de la mobilité douce et du tourisme de masse nous t'avons démasquée ! Clic fait la clé ! Cric crac fait le premier écrou ! Cric crac fait le contre-écrou ! Claque la rondelle !

Et chantent les oiseaux de nuit
antinuke

« Poma, va te faire enfouir ! »



Dans la nuit du... (action directe contre Cigéo)

Début juin se tenait à Bar le duc le procès pour association de malfaiteurs contre 7 personnes inculpées. Un procès contre des opposants au projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Meuse. Pour l'Etat l'enjeu est clair, tenter d'écraser coûte que coûte toute résistance au projet de la poubelle nucléaire de Bure, un des chaînons manquants de la chaîne nucléaire française et européenne.

Vendue comme une énergie propre, le nucléaire en est pourtant l'inverse. De l'extraction d'uranium à l'enfouissement des déchets, tout n'est que désastre social et écologique. Tout comme ce que la

société du tout numérique nous promet. Ce qui nous imposera une production d'énergie électrique toujours plus grande, demande croissante de l'avenir qui devra passer par le nucléaire. L'enjeu géopolitique du numérique rappelle celui qui fut brandi pour le nucléaire, peu importe le refus massif qu'ils rencontrent, les dégâts ou les risques, l'Etat a lancé sa course absurde.

Alors quand l'Andra veut s'imposer sur un territoire, tous les décideurs publics sont mis à contribution pour faire taire l'opposition à leur course productiviste: échange de terres, ventes de forêts, subventions de milliers d'euros aux départements de Meuse et de Haute-Marne.

Depuis le début une résistance a lieu sur place. D'abord associative puis plus autonome depuis 2015, cette résistance empêche l'Andra de faire ce qu'elle veut. Il nous paraît important d'accentuer la lutte en cours car cette année est décisive marquant la fin de l'enquête d'utilité publique pour le projet qui pourrait ne pas aboutir si celle-ci est effectivement remise en cause.

Pour ces raisons et pour tant d'autres, nous avons, dans la nuit de

vendredi 11 à samedi 12 juin, pris pour cibles les acteurs et les infrastructures suivants:

- A Nancy, dans le bâtiment qui héberge la chambre de l'agriculture de la région, la SAFER et des bureaux de l'assureur Groupama, partie civile au procès de Bar le Duc une bonne dizaine de vitres sont parties en éclats et un tag marquant : »NIK LE NUK « a été inscrit sur la façade du bâtiment.
- A Bar le Duc, ce sont les vitres des locaux de la SAFER qui ont été visés et un tag a été inscrit: « Bure zone libre ».
- Entre Ligny-en-Barrois et Tréveray, les voies ferrées aujourd'hui encore désaffectées, mais que la SNCF veut réhabiliter pour pouvoir raccorder CIGÉO au réseau national via la gare de Nançois-Tronville, ont été endommagées à plusieurs endroits à l'aide d'un crick de voiture.

Pour que le projet ne voit jamais le jour, parce que nous ne voulons pas d'un système qui détruit toujours

plus, continuons notre harcèlement envers les institutions, les entreprises et les infrastructures qui aident l'Andra à s'implanter à Bure. Il est encore temps !

Chaleureusement

B.O.R.I.S.

Montreuil : C'est l'histoire d'un journaliste malavisé...

Les journaux sont les porte-parole du pouvoir et de l'argent. Ils sont des entreprises qui veulent faire du fric comme toutes les autres entreprises. Leur prétendue « objectivité » ne dépasse presque jamais les limites de la narration étatique et les intérêts économiques. Prenons par exemple l'opposition au nucléaire. Avec leur soutien enthousiaste ou parfois leurs fausses critiques les journaux nous donnent l'impression d'un débat « démocratique » pour mieux nous préparer à accepter des décisions prises à l'avance pour satisfaire les intérêts économiques de ce secteur énergétique et la soif de puissance militaire des hautes sphères de l'État. Et les médias « écolos », leur critique à cette technologie

dévastatrices se limite à des bonnes intentions, mais ils sont toujours prêts à condamner les personnes qui essaient de la contraster par des actes. Leur défense de la légalité n'est rien d'autre qu'une défense de l'État et des patrons (les patrons du nucléaire, les patrons de ce monde, leurs patrons bien-aimés).

Parmi les quotidiens régionaux, l'Est Républicain se démarque pour son rôle de soutien sans faille à l'État dans la construction de la poubelle nucléaire de Bure. Un vrai relais de la préfecture. Vous pensiez qu'on avait oublié la façon dont vous avez « couvert » par exemple Vent de Bure ? Et la liste pourrait être longue....

Mais ces pisse-copies se prennent pour la fin fleur de ce meilleur des mondes et ils aiment afficher leur « prestigieuse » profession. Un plumitif de l'Est républicain est venu en région parisienne, peut-être pour y passer ses vacances ? Ce journaliste malavisé a garé **la voiture flanquée du logo de son torchon républicain rue Armand Carrel à Montreuil** (au coin de rue de Valmy – la rue des camionnettes Eiffage qui crament si bien*). **On**

l'a incendiée hier soir. Un petit avant-goût en attendant de mettre le feu à ce journal de merde, à ses semblables et au monde qu'ils défendent et justifient.

L'État veut lancer un projet pharaonique de renouvellement de son parc de réacteurs nucléaires, avec les dévastations et la répression qui l'accompagnent.

Montrons-leurs qu'ils devront affronter notre résistance et que ça ne seront pas que des mots ! Feu à l'État, au capital et à leurs porte-paroles !

Signé : l'Est (parisien) anarchiste

Vous ne confinerez pas nos luttes !

À Bure, une alarme dans une boîte de forage s'est activée.

En opposition au projet Cigéo (centre d'enfouissement de déchets radioactifs à Bure) et par solidarité avec nos camarades qui luttent sur place, nous avons décidé de soutenir la résistance locale de façon concrète.

L'Andra prévoit de rénover une ligne de chemin de fer pour

acheminer les déchets radioactifs. Dans le cadre de travaux préparatifs, elle a déjà fait des forages pour l'analyse des sols. Nous avons choisi un des forages qui se trouve sur cette voie ferrée, entre Gondrecourt-le-Château et Saudron, au niveau du village de Luméville-en-Ornois. Mais lorsqu'on a ouvert la porte de la boîte qui protège le forage, une alarme sonore et visuelle s'est activée. On a donc décidé de partir et de disparaître dans la nuit... Moins de dix minutes plus tard, des vigiles/flics sont arrivés.

On imagine qu'il est probable qu'il y ait des alarmes dans d'autres boîtes de forages : l'Andra a peut-être augmenté la sécurité de ces forages après les sabotages de cette dernière année. On ne veut pas décourager les gens de continuer à attaquer ces boîtes de forage, mais simplement prévenir, pour que cette information puisse être prise en compte dans la préparation d'actions à venir.

Bien sûr, on aurait préféré un autre résultat à notre petit voyage mais ça nous semble déjà positif de pouvoir maintenant diffuser cette

information, sans qu'il n'y ait eu d'arrestation...

Et puis, l'installation de tant de systèmes d'alarme a peut-être coûté à l'Andra bien plus que ce qu'on aurait été capables de faire !

Andra dégage ! Résistance et sabotage !

**Prison de Nancy-Maxéville :
Etat nucléaire = Etat policier**

Le vendredi 27 septembre, la prison de Nancy-Maxéville a été attaquée pour dénoncer la répression de l'Etat nucléaire

La veille de la manifestation contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires CIGEO, le « Vent de Bure » à Nancy, nous avons (symboliquement) attaqué la prison de Maxéville, afin de saluer nos prisonnièr.e.s et camarades victimes de la répression, et pour poser un signal fort en faveur d'une société sans prisons.

Nous avons marqué les murs de peinture, cassé plusieurs vitres des bâtiments administratifs, tiré des feux de bengale et fumigènes dans la cour de la prison et salué

les prisonniers avec des feux d'artifices aux alentours de la prison. L'action a été sécurisée par des obstacles et des barricades enflammées.

Un Etat nucléaire signifie toujours un Etat policier. La mise en œuvre de cette « technologie patriarcale » implique forcément la centralisation et l'accumulation de pouvoir – elle est tout simplement impensable sans l'appareil répressif le protégeant.

La répression étatique par rapport à la résistance croissante autour de Bure est massive: des personnes se font contrôler, sont observé.e.s, reçoivent des interdictions de territoire et de rentrer en contact les

unes avec les autres, sont arrêté.e.s et enfermé.e.s.

Un mouvement se doit de s'occuper de ses prisonnièr.e.s! Tandis que samedi, des milliers de personnes ont pris la rue contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires, nous voulons rappeler, que déjà à ce jour, certain.e.s payent le prix fort pour cette lutte.

Amour et force à tou.te.s les prisonnièr.e.s!

Fire to all prisons!
Stop CIGEO!

Groupe autonome

PS: Avec notre action nous envoyons également des signaux de fumée vers Hambourg, à notre camarade Loïc et aux « trois du banc du parc ».



Chronique incomplète d'actions directes contre CIGEO et son monde (2015-2024)

2015

Juin

Meuse : les installations techniques de l'ANDRA sont attaquées. Un site de forage est saboté avec du béton, une station de mesure hydrologique de l'environnement est saccagée.

Juillet

Cirfontaines : sur la future ligne Castor, le véhicule de chantier d'un sous-traitant local prend feu.

Août

Vosges : visite à domicile de l'ingénieur de l'ANDRA E. Hance. La façade est peinte et sa voiture personnelle est endommagée.

Bure : plusieurs centaines de personnes tentent de prendre d'assaut l'arrière du laboratoire, le grillage est ouvert et des objets sont lancés. Les flics repoussent l'attaque, de graves affrontements se produisent.

2016

Juin

Bois le Juc : un "pique-nique" collectif de plusieurs centaines de personnes débouche sur la première phase d'occupation du bois.

Juillet

Bois le Juc : la forêt est évacuée de force par les flics et réoccupée peu après. Les deux événements sont marqués par des affrontements massifs.



Août

Bois le Juc : des centaines de personnes participent au démantèlement collectif du mur (illégal) que l'ANDRA a fait ériger autour de la forêt.



Bure : attaque de l'Ecothèque. La clôture est ouverte et la façade en verre est marquée avec des pierres et de la peinture.

2017

Février

Berlin : tentative d'incendie d'un véhicule diplomatique français par la FAI/cellule Rémi Fraise, en Solidarité avec les luttes de Bure et de la ZAD/NddL.

Bure : une centaine de personnes participent à une "marche aux flambeaux" vers le laboratoire et bloquent symboliquement l'accès. A l'Ecothèque (centre de propagande de l'ANDRA) le poste de garde est dévitalisé et le système électronique de la porte est incendié.



Bure : environ 700 personnes participent à une manifestation du Bois le Juc au laboratoire ANDRA. Le cortège est stoppé par les flics à la hauteur d'Ecotheque. Il s'ensuit de graves affrontements ont lieu. Des barricades sont incendiées, la clôture de l'Ecothèque est démolie, un poteau électrique en bois est incendié. Plusieurs personnes sont blessées par des grenades de la police, une personne est arrêtée.



Mai

Bure : attaque à la peinture contre la maison de Xavier Levet, serviteur corrompu de l'ANDRA et maire de Mandres.



Bois le Juc : affrontements à Vigie Sud et Barricade Nord. Plusieurs barricades sont incendiées, un véhicule de police est vitrifié à BN. Les flics utilisent des balles en caoutchouc.

Juin

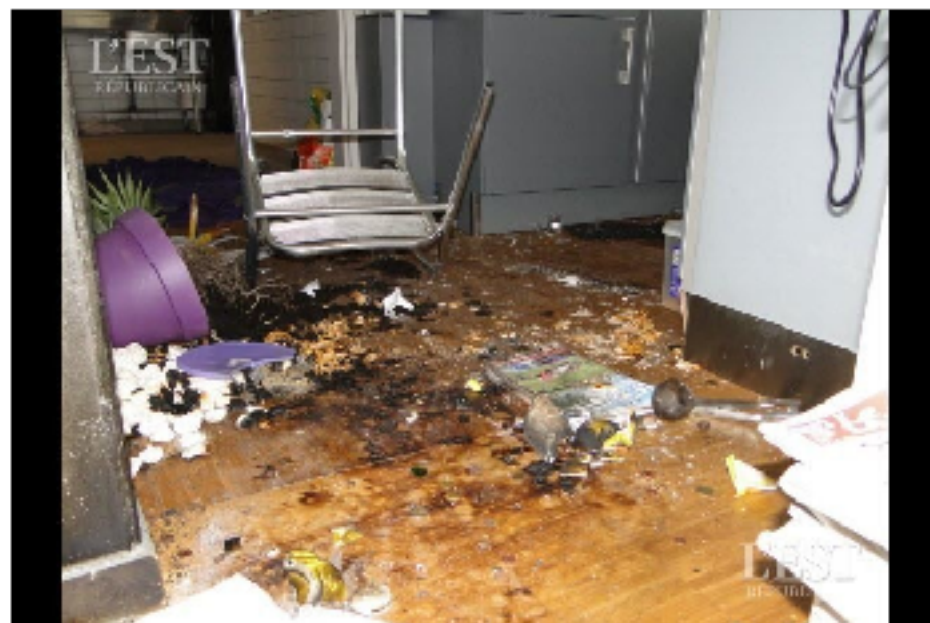


Paris : réunion de l'ANDRA perturbée. Une attaque à la farine sur des managers et les contractions précoces d'une militante enceinte provoquent l'interruption de la réunion.

Meuse : plusieurs sites de forage de l'ANDRA sont sabotés au béton au cours d'une semaine d'action.

Bure : attaque de l'hôtel-restaurant de l'ANDRA. La clôture est découpée, plusieurs vitres du restaurant sont brisées. A l'intérieur, l'inventaire est brisé et un petit incendie est provoqué. incendie est déclenché. Une barricade en feu bloque la route d'accès au laboratoire. L'action est critiquée par une partie du mouvement.

a été vivement critiquée par la suite, notamment parce qu'au moment de l'incendie des personnes se trouvaient au premier étage de l'hôtel au moment de l'incendie se trouvaient à l'intérieur.



Août

Bure/Saudron : environ 700 personnes participent à la manifestation pour le premier anniversaire de la chute du mur. Les flics attaquent à plusieurs reprises le cortège de la manifestation. De violents affrontements et des

violences policières ont lieu. Quatre personnes sont grièvement blessées. 1 militant manque de perdre son pied suite à l'explosion d'une grenade offensive.



Bar le Duc : plusieurs voitures de la filiale d'EDF ENEDIS sont incendiées.

Septembre

Lorraine : perquisitions à la gare de Lumeville, à la maison de la résistance de Bure et dans 3 autres lieux à Mandres, Comercy et Verdun. L'enquête porte sur des soupçons de création d'une association de malfaiteurs. association en lien avec l'incendie de l'hôtel-restaurant et d'autres actions directes en 2016 et 2017.

Dans le monde entier : manifestations de solidarité et rassemblements dans plus de 50 villes françaises, salutations de solidarité également au niveau international (par ex. RFA, Italie, Canada, Kurdistan).

Rennes : voiture EDF incendiée en réaction aux rafles.

Octobre

Bois le Juc : une cinquantaine de flics attaquent Vigie Sud et tentent de pénétrer dans la forêt à différents endroits. pénètrent dans la forêt. Des affrontements violents ont lieu. Une barricade est incendiée, Des pierres et des cocktails molotov volent. Les flics utilisent des grenades et des balles en caoutchouc. L'attaque est repoussée avec succès.

Novembre

Mandres : perquisition pour insulte à un fonctionnaire par un toit. ACAB...



Décembre

France : journée d'action décentralisée contre l'énergie nucléaire.

Rouen :



Montpellier:



Bure : plusieurs lampadaires sont sabotés avec des coupures de câbles et un petit feu. Sponsorisés par l'ANDRA et éclairés aux couleurs de l'entreprise, ils symbolisent pour beaucoup lampes sont pour beaucoup un symbole de la

corruption de la commune par l'industrie nucléaire.



Montabot : 5 ans après sa déstabilisation publique dans le cadre d'un camp d'action contre les lignes THT, l'un des pylônes rend l'âme. Dans la déclaration suivante, le lien entre la lutte THT résistance et les luttes à Bure.



Montieres : l'ancien poste de garde des flics brûle jusqu'aux fondations. En raison de la destruction, il est impossible de déterminer avec certitude la cause de la bande. La caserne devrait être rouverte pour l'intervention autour de CIGEO.



Mandres : un incendie de câble sur une ligne d'alimentation électrique du laboratoire de l'ANDRA provoque un court-circuit.

Bonnet : des inconnus mettent le feu au pied d'un pylône d'une ligne THT (très haute tension) de 400 000 volts. Le pylône reste debout, mais la statique devrait être affectée.

2018

Janvier

Bure : "La nature qui se défend !" La tempête Eleanor fait tomber 3 poteaux d'une ligne d'alimentation électrique du laboratoire de l'ANDRA.

Février

Bois le Juc : 500 flics évacuent par la force l'occupation de la forêt. De graves affrontements ont lieu.



Toulouse : la filiale d'ENEDIS est attaquée à la peinture et aux pierres.

Avignon : une quinzaine de militantes prennent d'assaut, en solidarité avec les le bureau du député Jean-François Cesarini, ont un entretien de 30 minutes avec lui. minutes d'"entretien intensif". et saccagent les locaux.

Dijon : des véhicules brûlent sur le site de la filiale d'EDF ENEDIS en réaction à l'expulsion.

Besançon : filiale d'ENEDIS attaquée à coups de pierres et de peinture.

Mars

Bois le Juc : environ 300 personnes bravent l'interdiction de manifester et tentent d'installer un point d'observation dans un champ devant le bois. 500 flics les en empêchent à l'aide de canons à eau, de matraques et de grenades lacrymogènes.



Bois le Juc : environ 150 personnes tentent à nouveau d'atteindre le bois et sont repoussées par la police à l'aide de grenades lacrymogènes. Des affrontements ont lieu, 8 personnes sont arrêtées.

Meuse : à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Fukushima, une lettre de revendication arrive sur indymediaLille. Dans le sud de la Meuse, un sabotage aurait eu lieu sur un pylône THT. Un pylône a été endommagé, la statique est probablement compromise. Il est possible que le texte se réfère à l'action menée début janvier entre Bonet et Mandres.

Meuse : le siège de l'organisation environnementale NEOMIS et deux véhicules d'entreprise sont marqués : "Collaborateurs du dévastation nucléaire !" Le site organisation réalise des expertises d'impact sur l'environnement pour l'ANDRA.



Bar le Duc : lors de l'audience contre les personnes en garde à vue plusieurs dégradations sont commises dans la salle d'audience, salle d'audience et d'autres parties du bâtiment.



Bogota (Colombie) : dans le cadre de manifestations étudiantes, des affrontements ont lieu avec la police. de graves affrontements avec la police. Au cours des émeutes, une filiale du constructeur automobile français est attaquée. RENAULT est attaquée et vitrifiée. Dans une déclaration, il est fait référence aux fait ensuite référence aux prisonniers de Bure.



Montreuil : un véhicule de l'entreprise Enedis, filiale d'EDF, est incendié en solidarité avec les luttes contre Linky et CIGEO.

Paris : un véhicule du corps diplomatique est incendié. Une lettre de revendication salue les compagnons* emprisonnés depuis l'expulsion.

avril

Paris : un autre véhicule diplomatique prend feu. Une lettre de revendication salue les compagnons détenus depuis l'expulsion.

juin

world wide web : Action de piratage contre l'entreprise INGEROP participant à CIGEO. Cette entreprise d'ingénierie active dans le monde entier se fait voler des données sensibles à grande échelle et les met en ligne. Parmi elles, des plans de construction de centrales nucléaires et de prisons de haute sécurité. Des détails croustillants sur le projet CIGEO sont également rendus publics de cette manière.

Bar le Duc : environ 2000 personnes répondent à un appel à manifester contre CIGEO. Sur le trajet, les bureaux de plusieurs

sous-traitants sont attaqués et des banques sont dévitalisées. Des affrontements avec les flics ont lieu.

Juillet

Saint-Nabord (Vosges) : 4 camions d'un sous-traitant impliqué dans CIGEO partent en fumée.

voitures sont crevés et les vitres taguées.

Novembre

Drôme : dans le cadre de la campagne "monstres de CIGEO", un véhicule d'entreprise de ciglée Vinci est traité à la bombe et au marteau.



Septembre

Besançon : avec Ingérop et l'ONF (Office National des Forêts), deux collaborateurs du projet CIGEO sont attaqués. Les serrures des bureaux de l'entreprise d'ingénierie sont collées et des slogans sont tagués. A l'ONF, les pneus de cinq

2019

Septembre

Bois le Juc : plusieurs dizaines de militants pénètrent discrètement dans le bois pour y ériger des barricades et des cabanes dans les arbres. Deux patrouilles de police sont attaquées à coups de pierres, de

pyrotechnie et de cocktails Molotov. La réoccupation échoue peu de temps après suite à l'intervention massive des flics.

Nancy-Maxeville : en solidarité avec les prisonniers de la lutte anti-CIGEO, une vingtaine de militants s'attaquent à la prison municipale. L'entrée est traitée à la peinture et aux pierres, des barricades brûlent sur les voies d'accès. Les

prisonniers sont salués par un feu d'artifice dans la cour intérieure.

2020

Février

Gondrecourt : un site de forage sur le trajet de Castor est saboté avec du béton, l'enceinte (green box) est décorée de slogans et l'inventaire technique est fracassé.





Juin

Horreville : un site de forage sur la future ligne Castor est complètement incendié.

Novembre

Saint Mihiel : le stand de tir des flics part en fumée...



Luméville : une alarme est déclenchée lors d'une tentative de sabotage d'un site de forage sur le site de Castor, l'action doit être interrompue. Les personnes impliquées s'échappent sans être reconnues.

2021

juin

Nancy : attaque de la SAFER et d'une filiale du groupe Groupama Assurances avec peinture et bris de glace.

Bar le Duc : des tags anti-CIGEO sont tagués sur l'agence locale de la SAFER et les vitres sont brisées.



Treverey : les voies de la future ligne Castor sont tordues avec un cric.

Août

Abainville : environ 200 personnes participent à un sabotage collectif des rails de la future ligne Castor. La voie est tordue et les boulons sont retirés.

Gondrecourt : plusieurs centaines de personnes venant de différentes directions envahissent le dépôt de l'ANDRA. Le grillage est découpé, les murs peints, les fenêtres brisées, une voiture de l'entreprise retournée et l'intérieur saccagé.

Septembre

Alpes : pour la participation à CIGEO, une station de téléphérique

du leader mondial POMA est sabotée. Les vis desserrées sont envoyées par courrier aux responsables politiques.

2022

Février

Montreuil : une voiture du journal local "l'est républicain" prend feu. L'attentat est justifié par la couverture médiatique manipulatrice du journal pour le projet ANDRA.

Mars

Grenoble : les vitres d'un véhicule de l'entreprise POMA, collaboratrice de CIGEO, sont brisées, la carrosserie aspergée et les pneus crevés.

Ligny : à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima, les rails de la future ligne Castor sont tordus et des tags anti-nucléaires sont tagués.

Toulouse : le bureau d'architectes "Kardham" est marqué de tags faisant référence à sa participation au projet CIGEO.

Toulouse : vitres brisées et tags anti-CIGEO marquent la société Arcadis comme acteur de l'industrie nucléaire.

Mai

Montieres : incendie criminel sur l'alimentation électrique d'une station de mesures

environnementales forestières de l'ANDRA.

Juillet

Cirfontaines : une centaine de personnes partent de la "fête des Barricades" pour une promenade nocturne sur les rails, un site de forage (green box) prend feu en cours de route.

Septembre

Comercy : le bureau d'architectes ARCHILOR est chargé de la construction d'un nouveau logement de police sur le site du laboratoire. Devant le siège de l'entreprise, la voiture personnelle du patron prend feu.



Octobre

Houlaincourt : tentative d'incendie sur l'alimentation électrique d'une station de mesure environnementale de l'ANDRA pour la recherche atmosphérique.

Meuse : une lettre de revendication assume la responsabilité d'un sabotage de rail sur la future ligne Castor. Le lieu et la date restent inconnus.

Décembre

Meuse : sabotage de la ligne THT Paris-Fessenheim en solidarité avec Alfredo Cospito. Plusieurs boulons sont retirés, mais le pylône reste en place.

2023

Février

Osne le Val : tentative d'incendie d'un pylône d'émission d'une station de mesures environnementales agricoles de l'ANDRA.

Mars

Lille : un véhicule du groupe d'assurances GROUPAMA est incendié en raison de son implication dans CIGEO.

Mai

Gondrecourt : incendie criminel sur le chantier de la nouvelle caserne de gendarmerie. Quatre engins incendiaires causent d'importants dégâts matériels peu avant la fin des travaux et retardent l'ouverture.

2024

Mars

Vequeville : tentative d'incendie sur l'alimentation électrique d'une forge industrielle qui développe le prototype d'un composant technique pour CIGEO.

Mandres : lors d'une "réunion d'information" à la mairie, il y a des émeutes, des jets de farine et d'œufs. Le chef de l'ANDRA P. Torres et son ingénieur en chef E. Hance sont évacués de la salle par leurs gardes du corps, la manifestation est interrompue.



Conclusion:

La présente brochure documente des fragments d'un processus de discussion non achevé entre quelques individus qui partagent une pratique politique offensive dans la lutte contre CIGÉO. Nous avons des opinions et des évaluations différentes sur de nombreuses questions soulevées ici. D'autres questions importantes dans ce processus ne sont même pas abordées. Ce texte ne peut donc pas représenter plus qu'un résultat intermédiaire provisoire, car la pratique politique ne connaît pas de réponses générales et immuables. Elle doit toujours se mesurer à la réalité de nos luttes, se remettre en question et évoluer. Cela vaut non seulement, mais surtout, pour les formes politiques dans lesquelles leurs participant.e.s (et leur entourage) risquent bien plus que d'avoir peut-être tort à la fin.

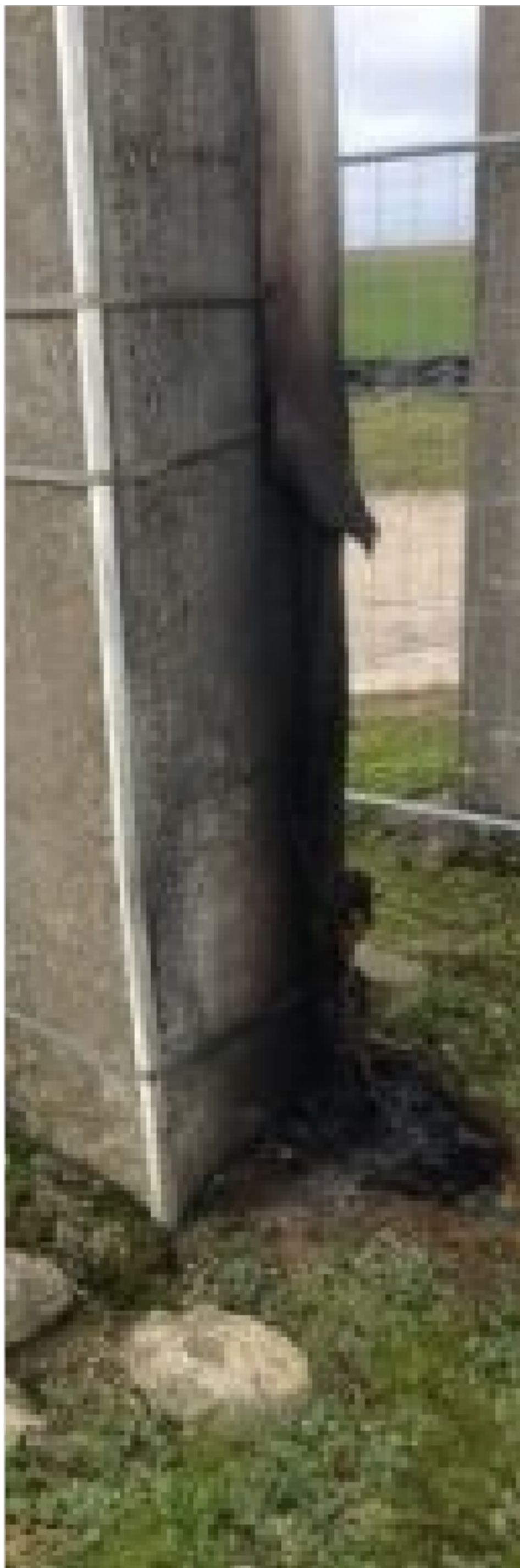
Nous l'avons rapidement évoqué mais nous aimerions développer d'avantage, en guise de conclusion, les conséquences d'une décision de mener la lutte de cette manière: les impacts sur notre vie et les interactions avec l'environnement personnel et politique.

Nous considérons le sabotage et l'action directe comme des éléments

nécessaires et légitimes de la résistance. En nous limitant à une pratique purement "légaliste", nous voyons une forme d'auto-désarmement qui risque de faire de notre lutte un cirque d'accompagnement démocratique du projet et, au final, de participer à la légitimation sociale de CIGÉO. Cependant, la pratique militante ne doit jamais être une fin en soi. C'est un outil parmi d'autres et nous mettons en garde contre l'exagération de son importance ou l'idéalisation de cette pratique.

Il y a deux choses très différentes entre sympathiser avec les résultats de cette politique et assumer les conséquences d'y participer. La plupart des gens sont conscients de la répression, mais les effets directs sur notre psychisme et donc sur notre comportement social sont souvent sous-estimés.

Cette pratique nous impose souvent une réalité de vie qui est en contradiction flagrante avec ce pour quoi nous nous battons et comment nous voulons vivre : nous désirons ouverture et transparence, proximité émotionnelle, suppression des hiérarchies informelles... Mais nous sommes toujours obligés de mentir à nos ami.es, ou du moins de les



laisser dans le flou quant à nos intentions, nous nous empêchons de partager avec d'autres (ou seulement quelques-un.es) des choses qui nous préoccupent, qui nous pèsent ou nous enthousiasment... Alors même que nous avons une profonde aversion pour les méthodes répressives et de renseignement, nous pouvons par exemple décider d'espionner et attaquer la vie privée de nos ennemis.

Au sein d'une structure affinitaire, il est indispensable de ne pas seulement s'occuper politiquement les un.es des autres, mais aussi de créer un espace dans lequel il est possible de réfléchir sur les peurs, les doutes et les contradictions. Une structure qui ne parvient pas à développer des sentiments amicaux les un.es envers les autres porte déjà en elle le germe de son échec. Nous pensons cependant que ce n'est pas l'amitié mais la clarté politique qui devrait être à la base d'un tel lien, car les conséquences peuvent être graves pour les personnes concernées des années plus tard, lorsque ce qui les liaient n'existe plus depuis longtemps, qu'elles se sont éloignées ou même brouillées. Nous considérons que la solidarité est un principe bien plus solide.

La politique clandestine entraîne la fermeture au monde extérieur et à



ses relations, d'une partie importante de sa propre vie. Mais cette pratique de lutte dépend aussi du réseau social qui l'entoure. Sans un environnement solidaire prêt à soutenir une telle structure, à la couvrir et finalement à la supporter politiquement et socialement, le maintien à long terme d'une telle politique est difficilement imaginable.

Nous devons toujours être conscient.es que nos actions ont des répercussions sur l'ensemble du

mouvement. Nous prenons donc parfois des décisions de grande portée sans avoir la possibilité d'avoir un échange ouvert avec toutes les personnes concernées. Il en résulte une énorme responsabilité qui ne doit pas être prise à la légère.

D'autres points qui ne sont pas abordés de manière plus approfondie dans le texte, mais qui nous semblent tout à fait pertinents dans cette discussion, sont les suivants :

- l'aspect artisanal de cette pratique , c'est-à-dire la préparation concrète et la réalisation d'actions directes. (instructions de construction, éviter les traces, travail de recherche, logistique et infrastructure...).
- La confrontation avec la répression étatique, ainsi que sa prévention.
- Le positionnement de notre action dans un contexte global de luttes révolutionnaires pour la libération.
- Notre relation avec d'autres formes de lutte au sein de la résistance, ainsi qu'avec la population locale (composition des luttes).

Bien que cela aille de soi, au vu de ce qui précède, nous tenons à rappeler clairement que le présent texte (dans la mesure où il sort du cadre purement documentaire) est le reflet des perceptions, des appréciations et des analyses de quelques individus impliqués dans la lutte. Il ne représente en aucun cas un point de vue collectif de la résistance !

Peut être ces points feront un jour l'objet d'une nouvelle partie dans une éventuelle nouvelle édition de ce texte.



Mot de la fin :

Cette brochure documente l'opposition au projet d'enfouissement des déchets nucléaires Cigéo. L'accent est mis sur les actions directes et le sabotage contre le projet. La résistance se déroule cependant à plusieurs niveaux : L'information de la population locale, l'organisation de manifestations, le travail quotidien pour la mise en place et la mise en réseau de structures dans la région, les "barricades de papier" juridiques qui tentent d'attaquer le projet par la voie légale...

La force de la résistance réside dans la multiplicité des tactiques et la diversité de ses acteur.ices qui la composent.



Cette brochure a été rédigée dans le cadre de la préparation d'un débat du même nom lors des rencontres de printemps du mouvement anti-nucléaire antiautoritaire 2024 à Bure.

(état mars 2024)

contact : dans-la-nuit-du@riseup.net

D'autres contributions recommandées sur ce thème :

"Trainstopping -intervention dans les transports ferroviaires"

"contre l'avancée des travaux de CIGEO (Bure) "

"Pylône! Pylône! Feu, feu!"